



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 8 décembre 2021

**portant mise en demeure à la société BOLLORE ENERGIE
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à RIEDISHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'article R.181-54 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013024-0002 du 24 janvier 2013 codifiant les conditions d'aménagement et d'exploitation par la Société BOLLORE ENERGIE de l'entrepôt de produits pétroliers à RIEDISHEIM, 93 rue de la Charte et autorisant le rejet au canal du Rhône au Rhin des eaux pluviales décantées en référence au titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU la visite d'inspection des 19 et 26 octobre 2021 ;

VU le rapport du 9 novembre 2021 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 7.7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé, la dernière version du Plan d'Opération Interne du site n'intègre pas l'ensemble des scénarios décrits dans l'étude de dangers du site version du 24/01/2012 ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 7.7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé, le personnel du dépôt n'est pas spécifiquement formé aux fonctions qu'il doit tenir dans le cadre de la constitution du Poste de Commandement Exploitant en cas d'une gestion d'un sinistre ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article R.181-54 du code de l'environnement, l'organisation telle que définie dans le POI de 2012, ne prévoit pas que l'exploitant mette en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires à la protection des tiers et de l'environnement étant donné qu'il délègue 6 des 9 fonctions de son Poste de Commandement aux services publics intervenant dans la gestion d'un sinistre ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société BOLLORE ENERGIE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 93 rue de la Charte (68400 RIEDISHEIM), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Avant le 31 mars 2022**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé :

«[...]Le Plan d'Opération Interne (P.O.I.), est élaboré sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour chaque type de scénario dans l'étude de dangers. [...]»

«[...] L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I.; cela inclut

notamment :

- la formation du personnel intervenant,[...]»

Article 3 : **Avant le 31 mars 2022**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article R.181-54 du code de l'environnement susvisé :

« Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. »

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 8 décembre 2021

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.